



# **Les Indicateurs de sécurité et de développement (ISD) au Centre du Mali**

**Mars 2019**

## Résumé

- **Gouvernance** : Les autorités étatiques sont largement absentes des localités enquêtées. Les populations se tournent principalement vers les autorités coutumières, considérées comme plus efficaces et légitimes, pour régler les conflits. Dans un contexte conflictuel marqué par des violences croissantes, des affrontements intercommunautaires et une fracture de la cohésion sociale, l'absence d'une autorité étatique impartiale et légitime est inquiétante : pour une grande majorité des populations concernées par cette étude, il n'existe pas d'arbitre neutre des conflits existants, au-delà des autorités coutumières. Les services sociaux de base sont peu présents dans les localités enquêtées, et leur gestion ne correspond pas aux attentes de la population.
- **Développement** : Les populations du centre du Mali sont majoritairement dépendantes des modes de production du secteur primaire pour subvenir à leurs besoins immédiats. Cependant, il apparaît que ces modes de production sont vulnérables aux chocs (climatiques ou sécuritaires) et peu sécurisés (peu d'accès aux moyens de production, aux titres fonciers, ou aux modes de valorisation des produits). Une grande partie des ménages de Ségou et de Mopti pratique l'agriculture, à des fins de subsistance (nourrir les membres du ménage). Si une grande majorité des répondants se déclarent propriétaires de leur champ, ils ne sont que très peu à disposer de titres fonciers. Ils sont également dépendants de l'eau de pluie pour alimenter leurs récoltes. Les autres modes de production considérés (pêche, commerce, élevage) sont également vulnérables aux chocs et démontrent une capacité limitée de capitalisation et de sécurisation économique des ménages.
- **Sécurité** : L'insécurité affecte directement une grande partie des populations interrogées. Cela a des conséquences directes sur leur accès aux services sociaux de base ou sur leur vulnérabilité économique. Les acteurs de sécurité institutionnels sont peu présents, et ne disposent pas d'une base de légitimité importante auprès des populations, qui se tournent davantage vers des acteurs non-étatiques pour sécuriser leur communauté.

## **Projet Mali-Centre pour la sécurité et le développement**

Le projet triennal « Mali-Centre pour la sécurité et le développement » vise à accompagner les efforts de stabilisation et de développement des régions de Ségou et de Mopti. En particulier, le projet mis en œuvre par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et son partenaire Point Sud propose de suivre les tendances émergentes en matière de sécurité, de gouvernance et de développement dans les régions centre du Mali, au travers d'enquêtes quantitatives et qualitatives.

Afin de suivre l'évolution de ces principales tendances affectant la paix et le développement dans ces régions, le projet produit, de façon régulière, un suivi d'Indicateurs de Sécurité et de Développement sur la base de questionnaires distribués tous les trois mois à un échantillon de répondants sélectionnés dans chacun des cercles de Ségou et de Mopti.

Ces données permettront un suivi de l'évolution de la situation dans les régions visées. Elles seront complétées par des questionnaires thématiques ponctuels, et des enquêtes qualitatives permettant d'approfondir certains aspects et de contribuer plus avant à la définition des interventions afin de garantir la paix et la sécurité des populations du centre du Mali.

## Données récoltées pour ce questionnaire :

Chiffres clés de l'échantillon Q0		
	Global	Hommes / Femmes
Échantillon	2097	56.9 % / 43.0%
Région Mopti	51.9 %	61.2% / 38.8%
Région Ségou	48.1 %	52.4 % / 47.6%
Age médian de l'échantillon	45 ans	50 ans / 40 ans
Adulte (> 35 ans)	77.5 %	63.9 % / 36.1 %
Jeunes (≤ 35 ans)	22.5 %	32.9 % / 67.1 %
Population rurale	83.8 %	56.2 % / 43.8 %
Taux d'alphabétisation	43.2 %	68.3 % / 31.7 %
Taux déplacé (intra-pays)	4.6 %	60 % / 39.6 %
Facilitateurs	30	80% / 20%

## Méthodologie et collecte des données

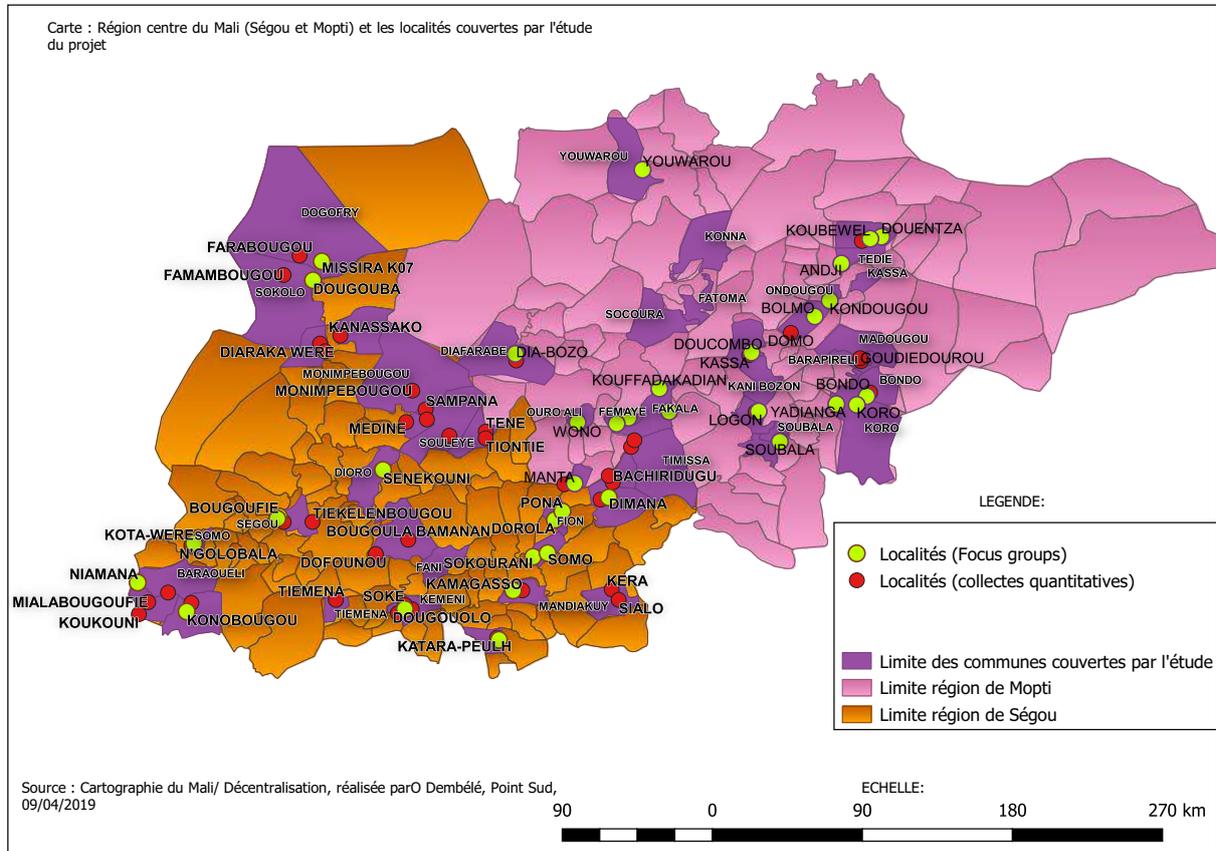
Trente facilitateurs employés par le projet ont été déployés par équipe de deux dans les quinze cercles des régions de Mopti et de Ségou en février 2019. Des communes avaient été présélectionnées dans chacun des cercles, en tenant compte des données statistiques existantes pour les régions du centre du Mali. Des ajustements ont été effectués pour prendre en considération les intérêts spécifiques de la délégation de l'Union européenne à Bamako et de ses partenaires de mise en œuvre dans les régions du centre du Mali.

Des analyses statistiques ont également été effectuées pour déterminer la taille et la répartition de l'échantillon considéré.

Lors de la mise en œuvre de l'enquête, de nouveaux ajustements se sont révélés nécessaires. Sur les indications des autorités, certaines localités ont été déclarées trop peu sécurisées pour autoriser le déploiement des enquêteurs. Enfin, la collecte des données a dû être interrompue dans le cercle de Tenenkou pour des raisons sécuritaires.

Lors des enquêtes, et dans les semaines qui ont suivi le déploiement des facilitateurs, de nombreux chocs sécuritaires ont perturbés les dynamiques du centre du Mali. Des attaques de groupes armés ont été perpétrées. Des déplacements de population ont encore déstabilisé les régions de Ségou et de Mopti. Les enquêtes ne reflètent pas nécessairement l'importance de ces chocs. L'analyse des données collectées se concentre principalement sur les facteurs structurels de la vulnérabilité et de l'insécurité affectant les populations du Centre du Mali.

## Les localités couvertes par les enquêtes



## LES RESULTATS DE L'ENQUETE

### I. GOUVERNANCE

La gouvernance constitue l'une des thématiques centrales du rapport sur les Indicateurs de Sécurité et de Développement (ISD). L'état de la gouvernance est mesuré à partir des réponses des populations sur des indicateurs développés autour de thématiques précises : la participation et la redevabilité, l'efficacité des institutions chargées de délivrer les services publics et, enfin, la situation de l'État de droit et les droits humains.

Les données récoltées lors des enquêtes de perception et des focus groupes organisés dans les deux régions font principalement état de la primauté de la coutume et des autorités coutumières dans la gouvernance des régions de Mopti et de Ségou. Les autorités étatiques sont largement absentes des localités enquêtées, et les autorités coutumières disposent d'une plus grande légitimité auprès des populations. Dans un contexte conflictuel marqué par des violences croissantes, des affrontements intercommunautaires et une fracture de la cohésion sociale, l'absence d'une autorité étatique impartiale et légitime est inquiétante : pour une grande majorité des populations concernées par cette étude, il n'existe pas d'arbitre neutre, au-delà des autorités coutumières.

Les services sociaux de base font défaut pour une grande partie de la population du centre du Mali. Si ces dysfonctionnements sont en partie attribuables à l'insécurité, les répondants indiquent des causes plus structurelles à cette insatisfaction : les services sont généralement absents des localités concernées par l'enquête, ou leur gestion ne correspond pas aux attentes des populations.

#### 1. Participation et redevabilité

Les questionnaires évaluent les rapports que les populations entretiennent avec les représentants de leurs communautés, en l'occurrence le maire, le chef de village, le chef de quartier, etc. Les résultats démontrent que ces **autorités locales bénéficient de la confiance des habitants dans les régions du Centre Mali**. En effet, plus de 40% des personnes interrogées affirment qu'elles ont *toujours* confiance en leurs représentants et 25% de ces personnes expriment avoir *souvent*

#### Encadré 1 : La confiance des populations envers leurs représentants

La confiance des populations envers leurs représentants a été confirmée par les différents focus groupes organisés dans les régions de Ségou et Mopti:

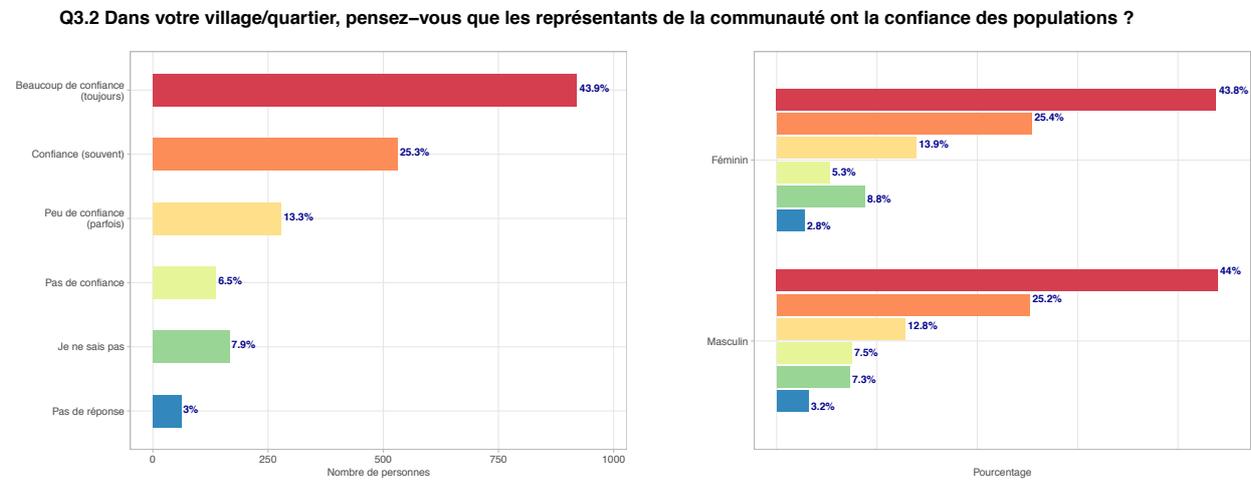
« *Les actions accomplies par nos représentants sont remarquables dans le village ; ils sont tous à pieds d'œuvre pour le développement de ce village* ». (Propos d'un jeune du village de Soubala dans le cercle de Bankass, région de Mopti).

« *Le conseil du village joue son rôle de représentant dans le village de Dougouba (...). Nous remercions les conseillers pour leur travail. Leur façon de travailler est bonne* ». (Propos du président de la jeunesse du village de Dougouba, région de Ségou)

« *Nous entretenons une franche collaboration avec nos élus locaux, les autorités communales, les chefs coutumiers. Les autorités communales sont les vrais acteurs qui travaillent directement avec le village. C'est pourquoi nous leur exprimons nos besoins en services sociaux de base* ». (Propos d'une femme du village de Ondogou Dah, région de Mopti)

confiance en eux. Enfin, 20% d'entre elles déclarent n'avoir *pas* ou *peu* (*parfois*) confiance aux représentants de la communauté dans leur village ou quartier.

Figure 1 : Confiance des populations vis-à-vis des représentants de la communauté

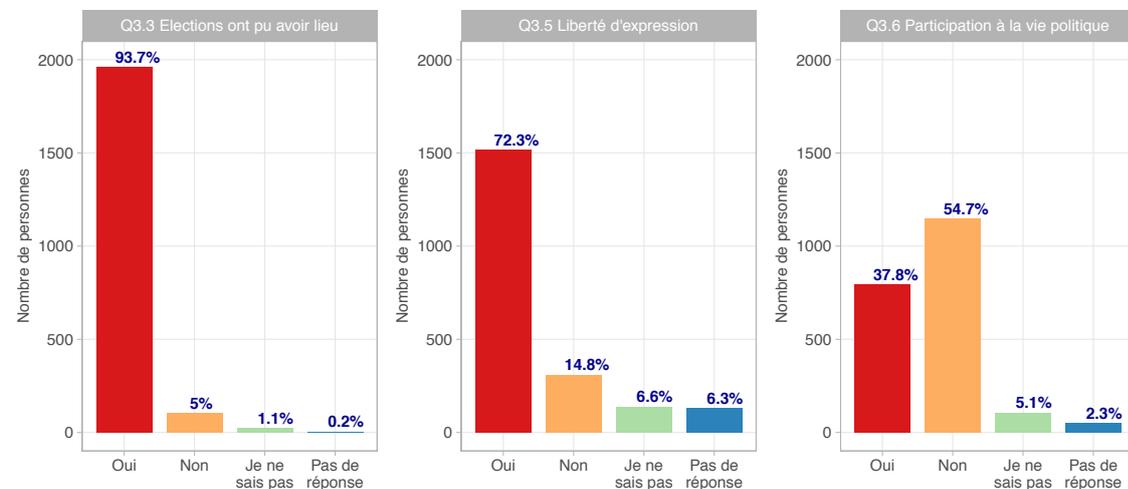


Les indicateurs de participation (politique et publique) sont variables. Près de 94% des personnes interrogées affirment que les élections (présidentielles, législatives et autres) se sont déroulées dans leurs villages ou quartiers (Figure 2).

Cependant, la participation à la vie publique locale demeure relativement faible (38% seulement de la population a participé à une réunion de concertation sur des sujets d'intérêt commun avec les autorités locales). Cela ne semble cependant pas être dû à une marginalisation ou à une exclusion de la parole des intéressés : 72% des enquêtés *se sentent libres d'exprimer leurs avis dans leur village/quartier* (y compris en présence des autorités), comme on pouvait le constater dans les prises de parole lors de certains groupes de discussion qui ont réuni des participants de tout âge, sexe et statut social.

Figure 2 : La participation (politique et publique) et les libertés

**Q3.3. Dans votre localité les élections ont pu avoir lieu lors des dernières échéances électorales ?**  
**Q3.5. Vous sentez-vous libre d'exprimer votre avis dans votre localité, y compris en présence des autorités ?**  
**Q3.6. Avez-vous participé à une réunion de concertation avec les autorités locales au cours des trois derniers mois, sur des sujets d'intérêt commun ?**

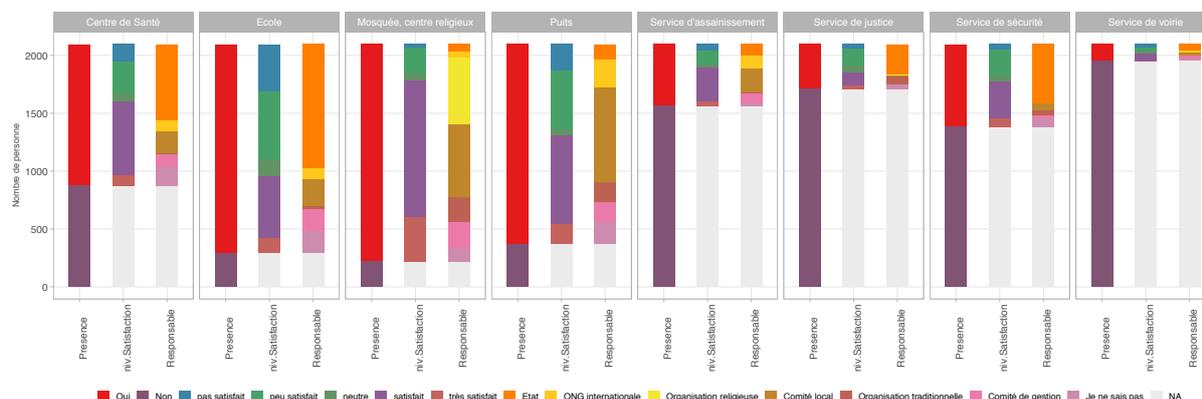


## 2. Efficacité institutionnelle

Les répondants décrivent l'absence de principaux services sociaux de base dans les deux régions enquêtées. Les services de sécurité et de voirie sont, de façon notable, peu représentés dans les localités sélectionnées.

Figure 3 : L'efficacité institutionnelle dans la délivrance des service publiques

Q4.1 Efficacité institutionnelle: a) Présence des services b) Niveau de satisfaction c) Responsabilité de délivrance



En outre, les populations ne se déclarent pas satisfaites de la qualité des services proposés. Si les infrastructures scolaires et sanitaires sont, par exemples, assez bien présentes, elles sont largement considérées comme ne répondant pas aux attentes des populations. Ce constat est confirmé par les populations, à l'instar de ce participant à un focus groupe organisé à Senekouni (dans la région de Ségou) :

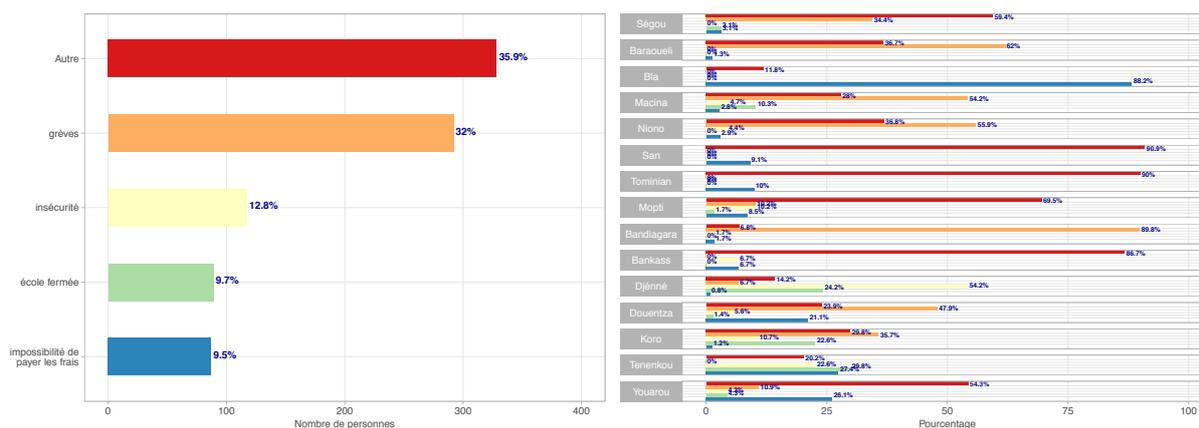
« En cas de maladie à Senekouni, seul le premier soin est fait sur place. Le dispensaire traditionnel fait en banco dispose d'une seule sage-femme pour tout le village. Les villageois font une distance de 25 kms pour avoir accès au centre communautaire (...). Quant à la justice, il faut se rendre jusqu'à Ségou. (...) Les infrastructures comme les écoles, les châteaux d'eau, les centres de santé, les églises et les mosquées sont construites par l'Etat, des ONG, des projets et programmes, etc. »

L'insatisfaction des populations s'étend aussi au système éducatif. Plusieurs personnes interrogées font ainsi état de l'absence d'école dans certaines localités depuis plus de trois ans. Il est vrai que ces services sont particulièrement ciblés par les groupes extrémistes violents dans le centre du Mali. C'est le cas dans la région de Mopti, en particulier dans le cercle de Djénné et, dans une moindre mesure, celui de Tenenkou (voir Figure 4).

A Diafarabé (cercle de Tenenkou), les équipes de facilitateurs ont constaté que, pour des raisons sécuritaires, les écoles avaient été regroupées. Cependant, il ressort des enquêtes que **si l'insécurité pose effectivement un problème majeur d'accès à l'éducation, des facteurs plus structurels sont également à l'œuvre**. En effet, la principale cause avancée par les répondants comme obstacle à la scolarisation de leurs enfants fait état de la **grève des enseignants** qui affecte tout le pays depuis maintenant plusieurs mois.

Figure 4 : Obstacle à la scolarisation de leurs enfants

### Q2.8.a En cas de fréquentation irrégulière des enfants, quelle est la raison principale?



Le mode de gestion des différents services est souvent lié au niveau de satisfaction des personnes interrogées. En effet, les services publics dispensés par l'Etat, particulièrement la santé et l'éducation, procurent un certain niveau de satisfaction. Néanmoins, les services communautaires, dont la gestion est assurée en grande partie par les populations locales, enregistrent un niveau de satisfaction plus élevé. C'est le cas, par exemple, des mosquées/centres religieux et des puits qui sont fortement présents au niveau local.

**Il semble donc que le mode de gestion des services, et l'implication des modes de gouvernance locaux dans leur administration, soit un élément crucial de l'adéquation de ces services avec les attentes des populations.** C'est ce qui ressort des propos de la majorité des participants aux focus groupes. A Soubala par exemple, dans le cercle de Bankass (région de Mopti), les différents services fonctionnent parce qu'ils sont gérés par les membres de comités de gestion très actifs. Un participant au focus groupe indique ainsi que :

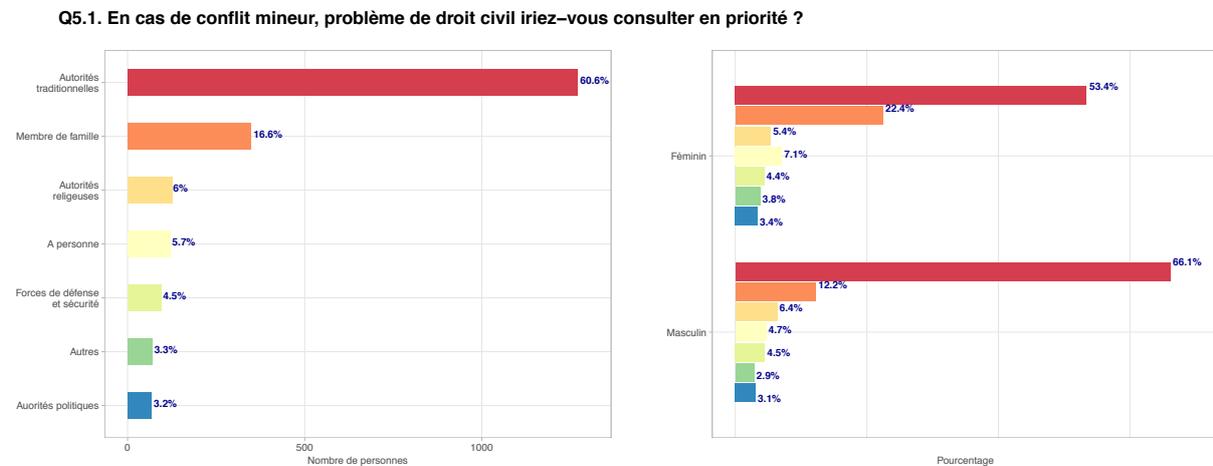
*« S'agissant tout d'abord de l'école, le comité de gestion participe à l'inscription des enfants à l'école, à l'entretien de l'école, au recrutement des enseignants, la sensibilisation des parents d'élèves, le suivi régulier des enfants scolarisés, la gestion des conflits au sein de l'école etc. S'agissant des autres services existants, à savoir les puits, les forages, les mosquées, les comités de gestion assurent l'entretien, le nettoyage, l'établissement de l'ordre, le partage d'information avec les villageois, etc. »*

### 3. État de droit et droits humains

Les enquêtes de perception mettent en évidence le **rôle prédominant des autorités traditionnelles (chefs coutumiers) dans la résolution des conflits au niveau local**. Consulter ces autorités en cas de conflit mineur ou de problème de droit civil est la réponse priorisée par plus de 60% des personnes interrogées (Figure 5). En deuxième et troisième recours figurent la famille et autres personnes, suivies des autorités religieuses. Enfin, les forces de défense et de sécurité (gendarmerie, police, garde nationale) se retrouvent en cinquième position. Le fait que les populations privilégient les mécanismes traditionnels de gestion des conflits mineurs n'est pas un fait nouveau ou isolé. Lors d'un focus groupe organisé dans le village de Dimbal (dans le cercle de Bankass à Mopti), les participants à la discussion ont indiqué que les conflits sont gérés de façon coutumière et à l'amiable, en recourant aux hommes de castes (griots, forgerons), au conseil de sages et aux cousins. Ils ajoutent que, dans ce village, il existe une association de

personnes âgées, « Hogon Kan Mina » (la voix du roi en langue dogon), qui mène des actions de réconciliation en cas de litiges fonciers, de mariages annulés, etc.

Figure 5 : Autorités consultées pour la résolution des conflits au niveau local



### Encadré 2 : Le recours spontané aux autorités traditionnelles

En cas de conflits, les populations font recours aux autorités traditionnelles et privilégient les mécanismes endogènes de gestion des antagonismes.

« *Le chef de la famille, le plus âgé de la grande famille (tribu), les hommes de caste (griot, artisan), le chef du village, les conseillers de chef de village, les responsables religieux, les responsables des femmes et de la jeunesse, etc. interviennent dans la gestion des conflits* » (Propos d'un participant au focus groupe dans le village de Niandé Diaramassa (cercle de Bankass, Mopti).

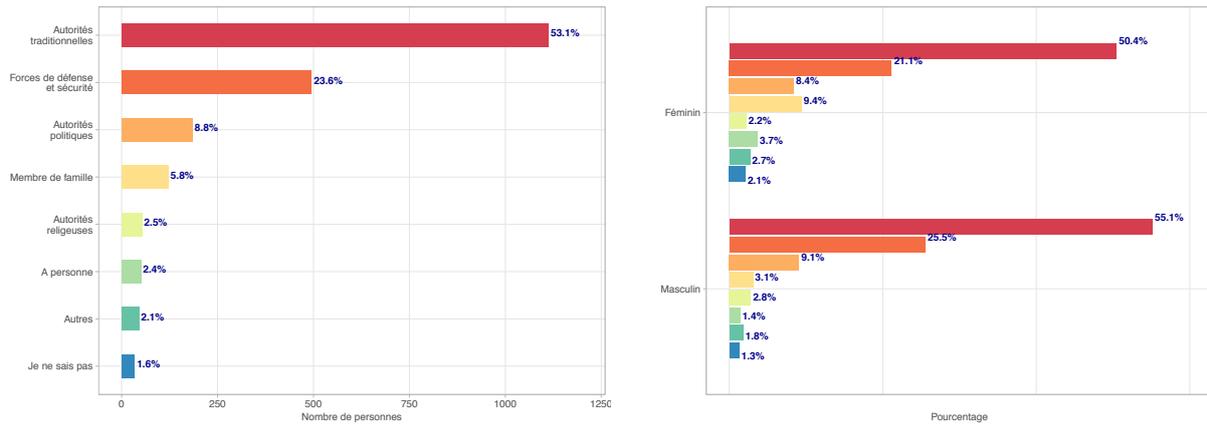
« *Les conflits sont gérés chez le chef de village avec ses conseillers. Les gens partent à la mairie de Fangasso si le chef de village et ses conseillers n'arrivent pas à gérer les conflits.* » (Propos de la présidente du groupement de femmes du village de Sokoura situé dans la Commune de Fangasso, cercle de Tominian, région de Ségou).

Alors que le recours aux autorités coutumières pour des litiges mineurs est une tendance générale dans la plupart des localités où les services formels ne sont pas ou peu représentés, les enquêtés du centre du Mali se tournent également à 53% vers ces autorités en **cas de crime grave**. Les forces de défense et de sécurité arrivent, quant à elles, en seconde position, totalisant 24% des réponses. Enfin, les autorités politiques arrivent en troisième recours avec 9% des personnes interrogées (Figure 6).

Les réponses des enquêtés révèlent l'existence d'une dualité institutionnelle. En effet, si l'autorité publique jouit de la légalité que lui confère les textes de loi, l'autorité traditionnelle bénéficie, quant à elle, d'une plus grande légitimité locale. Les institutions étatiques légales n'exercent *de facto* pas la totalité de leurs fonctions régaliennes et sont souvent obligées de gouverner « par procuration », en laissant l'initiative aux institutions traditionnelles.

Figure 6 : Autorités consultées en cas de crime grave au niveau local

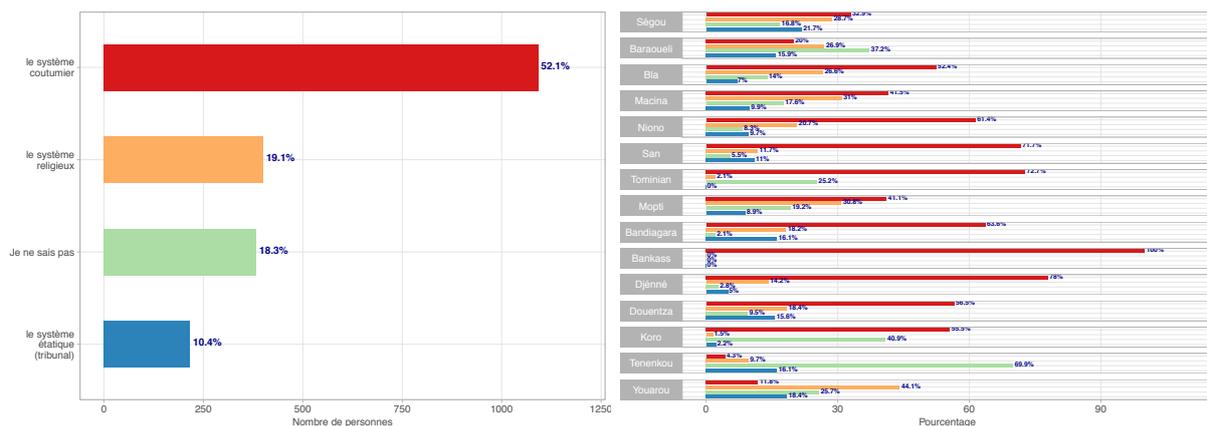
**Q5.2. Si vous étiez témoin d'un crime grave, iriez-vous le rapporter en priorité ?**



Cette « gouvernance par procuration » se retrouve dans les rapports que les populations des régions centre du Mali entretiennent avec le système de justice formel. Le système coutumier est perçu comme plus impartial par 52% de la population interrogée, devant le système religieux (19% des répondants) et le système formel (10%). En d'autres termes, **les autorités coutumières et religieuses apparaissent comme les plus impartiales en matière de décisions de justice pour 71% de la population**. Ce phénomène est particulièrement observable dans les cercles de Bankass et Djenné (dans la région Mopti), San et Tominian (dans la région de Ségou) en raison du manque de confiance des populations vis-à-vis du système judiciaire étatique. Lors d'un focus groupe organisé à Diondiori dans la communauté rurale de Socoura (cercle de Mopti), une responsable du regroupement des femmes a fait part d'un sentiment de méfiance à l'égard du système judiciaire formel : « *S'il y a des différents entre les populations, l'Etat donne raison au plus fort, à celui qui a de l'argent ou du bétail à offrir aux autorités (judiciaires)* ».

Figure 7 : Perceptions sur le système judiciaire le plus impartial

**Q5.3. Selon vous, quel système de justice est le plus impartial ?**



La conjoncture actuelle des régions du centre du Mali, caractérisée par une situation sécuritaire précaire et des institutions étatiques de moins en moins présentes et crédibles, est susceptible de favoriser encore davantage le recours aux institutions traditionnelles et religieuses, avec toutes les implications que cela peut avoir sur la légitimité de l'État et de son administration.

## II. DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE

L'évaluation de la situation socioéconomique des populations de Mopti et de Ségou s'appuie, d'une part, sur la récolte de données croisées (modes de production, capitaux et biens existants, perspectives économiques et impacts de facteurs externes sur les moyens de production et de subsistance) et, d'autre part, sur l'organisation de focus groupes.

Une première conclusion tirée de l'analyse des données collectées concerne la répartition socio-économique des populations. Bien que certaines communautés se définissent en fonction de leur mode de production préférentiel, les résultats confirment que la plupart des ménages dépendent de plusieurs modes de production. Si une spécialisation est néanmoins toujours perceptible, les facteurs affectant l'agriculture ou l'élevage, par exemples, touchent donc une population plus large que celle traditionnellement en charge de ces modes de production.

Un deuxième constat concerne la vulnérabilité économique des populations enquêtées. Les activités économiques visent principalement à nourrir la famille, plutôt qu'à l'accumulation de capital ou à l'amélioration des conditions de vie. Les modes de production sont extrêmement basiques et dépendent de ressources précaires : titres fonciers peu sécurisés, accès aux ressources en eau, accès aux marchés et aux intrants économiques.

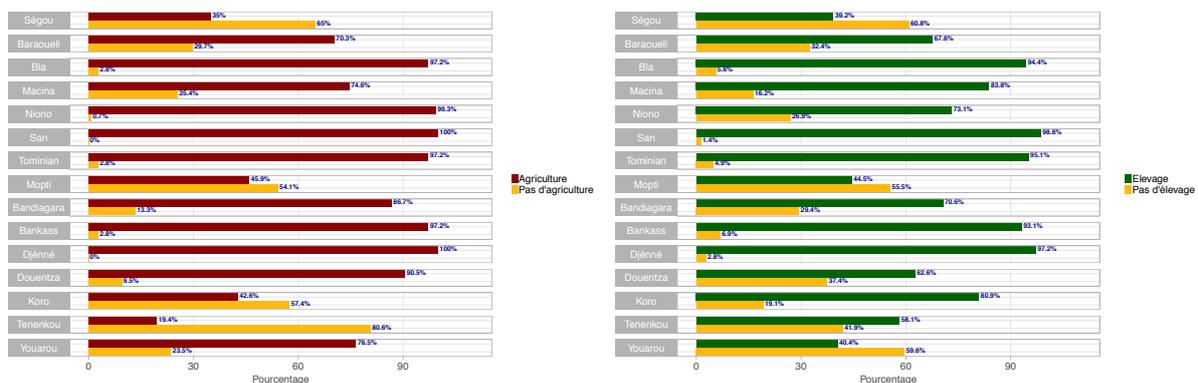
Les populations sont donc particulièrement vulnérables aux chocs (climatiques ou sécuritaires) et disposent de peu d'alternatives en termes de subsistance en cas de crise.

### 1. Répartition socio-économique de l'échantillon

Les populations du Centre ne dépendent pas d'une seule activité économique. Les groupes communautaires sont traditionnellement différenciés selon leurs modes de production économique. Cependant, si les préférences restent marquées selon les différentes communautés, les modes de production se sont eux diversifiés. Ainsi, 77% des ménages dans les deux régions pratiquent l'agriculture, 74% possèdent ou ont possédé des têtes de bétail durant les trois derniers mois et 13% pratiquent la pêche. Les enquêtes ont démontré une constante dans cette répartition socioprofessionnelle, à l'exception du cercle de Koro (région de Mopti), où la proportion d'éleveurs l'emporte sur celle des agriculteurs.

Figure 8 : Répartition socioprofessionnelle des enquêtés

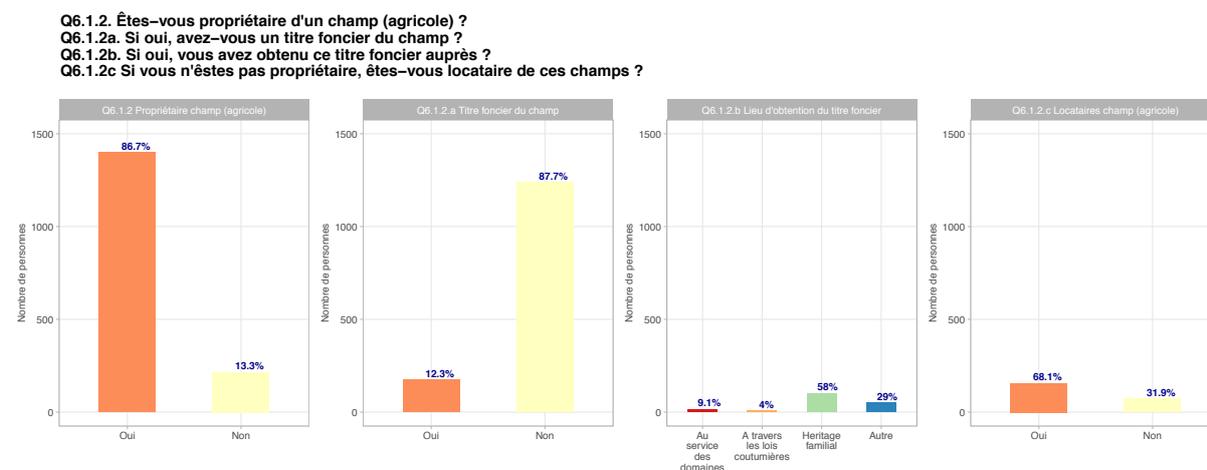
6.1. Votre ménage pratique-t-il actuellement l'agriculture ?  
6.2. Votre ménage possède-t-il des têtes de bétail au cours les trois derniers mois ?



## 2. Agriculture

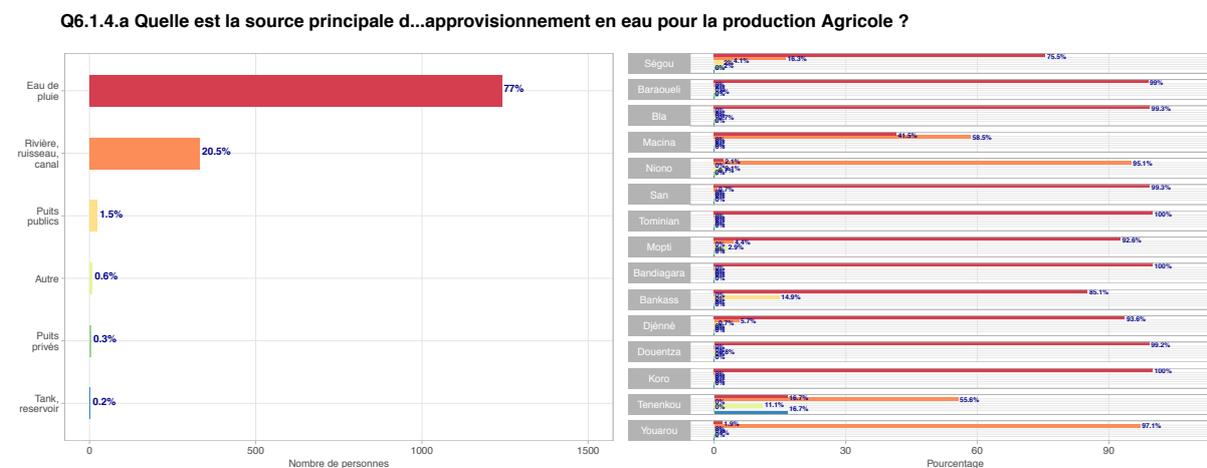
Les données de l'enquête démontrent la vulnérabilité du secteur agricole, tributaire de la pluviométrie et des réglementations du régime foncier malien. **Environ 87% des personnes qui pratiquent l'agriculture se disent propriétaires d'un champ ou d'une surface agricole, mais seulement 12% sont détenteurs d'un titre foncier.** Parmi ces 12%, la majorité l'a acquis comme héritage familial (58%) ou par d'autres moyens (29%). Enfin, 9% ont pu l'obtenir aux services des domaines. En d'autres termes, 88% des agriculteurs ne détiennent pas de titre foncier pour leur exploitation agricole. La majorité de ceux qui ne sont pas propriétaire d'un champ loue les surfaces qu'ils exploitent (68%).

Figure 9 : Agriculture et mode d'acquisition des terres



Au-delà des données sur l'accès et le mode d'acquisition des terres, les enquêtes de perception ont également fait ressortir – de manière assez remarquable – la précarité des situations économiques des populations dont **les activités agricoles dépendantes massivement de l'eau de pluie (77% des répondants) et de l'eau de rivière, ruisseau et canal (21% des répondants).**

Figure 10 : Sources principales d'approvisionnement en eau pour la production agricole



### Encadré 3 : La vulnérabilité de l'agriculture aux catastrophes naturelles

D'après les résultats des groupes de discussion, les populations sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles et à l'insécurité qui perturbent leurs activités économiques et les exposent à l'insécurité alimentaire.

« Le riz a été détruit pendant l'hivernage à cause de l'inondation. Donc les facteurs de changement dans le domaine de l'agriculture, notamment la riziculture, sont le retard dans la disponibilité de l'eau dans les champs et les inondations ». (Propos d'un membre du conseil du village de Dougouba dans le cercle de Niono, région de Ségou)

« Nous avons des difficultés pendant l'hivernage. Nous ne pouvons pas accéder à nos champs à cause du « hondo » (la crue des rivières en langue dogoso). Nous avons des terres, mais la culture est très difficile ». (Propos d'un jeune dans la communauté rurale de Koubewel Koundia situé dans le cercle de Douentza, région de Mopti)

La dépendance vis-à-vis des sources naturelles d'eau se vérifie dans tous les cercles couverts par l'étude. Dans le village Missira Ko7 situé dans le cercle de Niono (région de Ségou), un conseiller de chef du village affirme par exemple: « Nous avons rencontré des difficultés dues au retard dans l'irrigation de l'eau dans les champs. Il n'y avait pas suffisamment d'eau dans le canal pour arroser les champs ; les travaux champêtres ont pris de retard (...). Il a fallu utiliser des machines pour pomper l'eau du canal pour approvisionner les champs, et ensuite faire le repiquage ». En outre, peu d'enquêtés ont indiqué avoir recours à des sources alternatives comme les puits privés ou publics, ou les réservoirs.

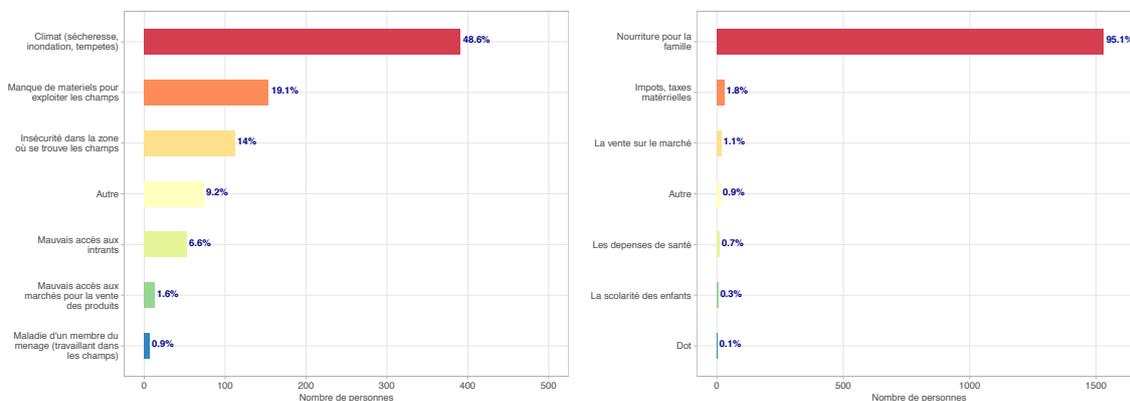
Les préoccupations liées au climat (sécheresse, inondations, tempêtes) sont par ailleurs spécifiquement évoquées par 19% des enquêtés comme une difficulté essentielle dans leur pratique de l'agriculture.

Dans le contexte actuel marqué par les changements climatiques, et tenant compte du fait que **95% des enquêtés expliquent que les récoltes sont principalement destinées à la**

**consommation de la famille (contre seulement 1% qui déclarent vendre leurs produits sur les marchés), une mauvaise récolte peut plonger les ménages dans une situation de très grande insécurité alimentaire.** Le cas échéant, les agriculteurs n'ont pas/plus de ressources à allouer aux besoins de santé et/ou à la scolarité de leurs enfants. Les populations du centre du Mali apparaissent donc **particulièrement vulnérables aux chocs exogènes** (aléas climatiques, parasites agricoles, etc.).

Figure 11 : Problèmes liés à l'exploitation de vos terres et utilisations des produits de la récolte

Q6.1.5a. Si vous avez eu des problèmes liés à l'exploitation de vos terres, quel était le problème principal ?  
Q6.1.6.a Quelle est la principale utilisation des produits de la récolte ?



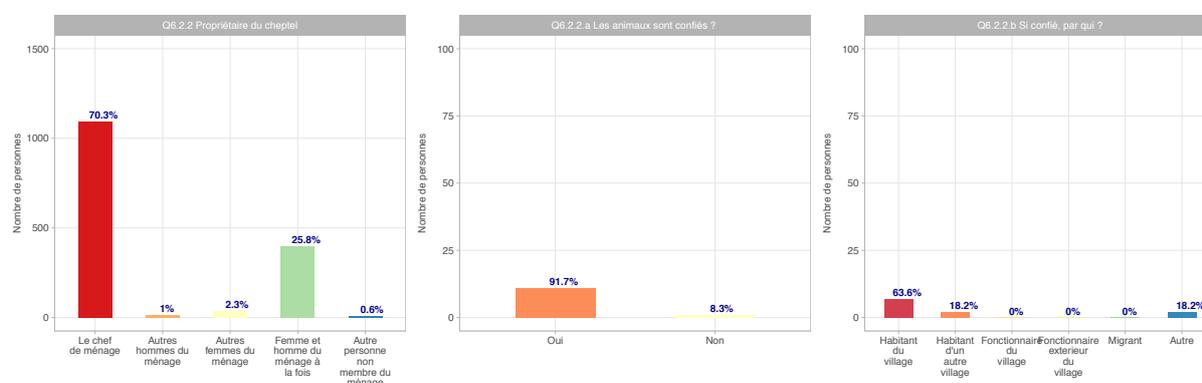
### 3. Élevage

L'élevage est la seconde activité la plus pratiquée par les populations. Le cheptel du ménage appartient en priorité au chef du ménage selon 70% des enquêtés, puis au couple (26%). Mais la majorité des enquêtes (64%) affirment que les animaux leur sont généralement confiés par un habitant du village. D'autres, par contre, indiquent que le cheptel leur est confié par un habitant d'un autre village (18%).

Dans le contexte socio-culturel du centre du Mali, de nombreuses raisons peuvent expliquer que le bétail soit confié à un membre de la communauté. Il peut s'agir d'une reproduction des rôles sociaux au sein de la communauté (propriétaire, berger, membre de caste), ou de placements de la part de grands propriétaires ou autres *big men* (haut fonctionnaires, etc.) pour qui le bétail est une valeur d'investissement.

Figure 12 : Le propriétaire du cheptel dans le ménage

Q6.2.2 Qui est le propriétaire du cheptel de votre ménage ?  
Q6.2.2a. Des animaux vous sont-ils confiés ?  
Q6.2.2b. Si oui, confié par qui ?

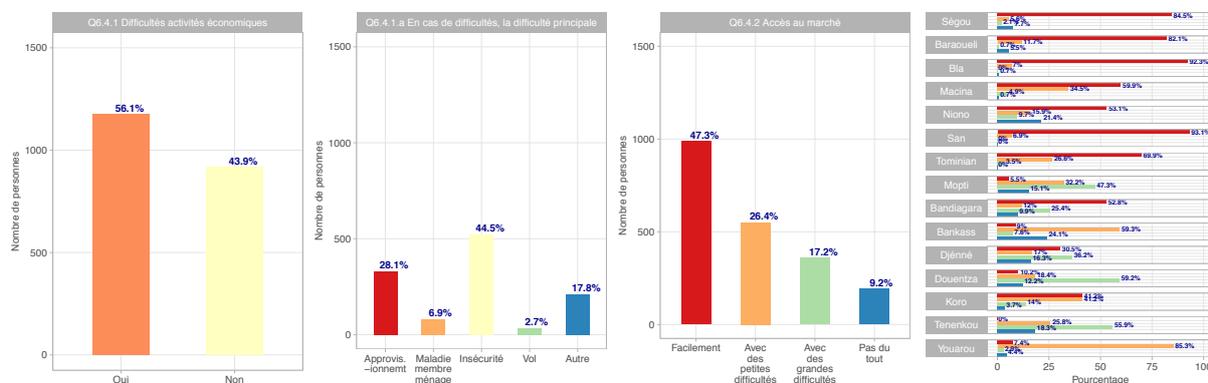


### 4. Commerce

Le commerce fait partie des activités les plus affectées par la situation sécuritaire. 56% des répondants qui pratiquent cette activité ont éprouvé des difficultés au cours des trois derniers mois ; **45% évoquent la question de l'insécurité ; 28% évoquent les problèmes d'approvisionnement** et 17% évoquent d'autres problèmes (Figure 13). En vérité, les questions d'insécurité et d'approvisionnement sont étroitement liées. Les participants au focus groupe organisé à Senekouni (dans la région de Ségou) ont ainsi évoqué les problèmes d'approvisionnement auprès des commerçants de Ségou – en particulier dans les cercles de Niono, Macina et Mopti – en raison d'une recrudescence des activités des groupes armés non-étatiques dans les zones.

Figure 13 : Difficultés pour exercer le commerce

Q6.4.1. Pendant les trois derniers mois, avez-vous eu des difficultés pour exercer vos activités économiques ?  
 Q6.4.1.a Si oui, quelle était la difficulté principale ?  
 Q6.4.2 Pendant le dernier mois pour vendre/approvisionner en produits pouvez-vous accéder au marché ?



Néanmoins, 47% déclarent avoir pu accéder *facilement* au marché, contre 26% qui ont rencontré de *petites difficultés* et 17% *beaucoup de difficultés*. Ce dernier niveau de difficulté est particulièrement observable dans la région de Mopti, en particulier dans les cercles de Douentza, Tenekou et Mopti.

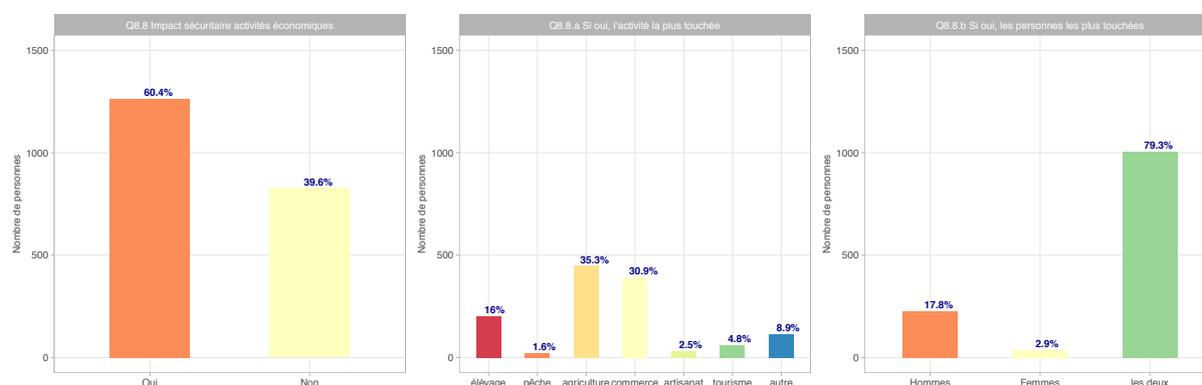
## 5. L'impact de l'insécurité sur l'économie et les personnes

Pour 60 % des répondants, la situation sécuritaire a eu un impact sur les activités économiques. L'agriculture et le commerce sont les activités les plus affectées, totalisant respectivement 35% et 31% des réponses. En ce qui concerne l'aspect sexo-spécifique, environ 79% des enquêtés affirment que les hommes et les femmes sont affectés de la même façon, contre 17% qui estiment que les hommes sont davantage touchés (Figure 14).

L'agriculture et le commerce ne sont toutefois pas les seules activités affectées par la situation d'insécurité. Le secteur de l'élevage est également touché. Dans le village de Soubala par exemple, dans le cercle de Bankass (région de Mopti), les participants aux focus groupes ont indiqué l'impossibilité de conduire les animaux en brousse au risque d'être enlevés par les bandits armés. Là encore, les habitants ont dû changer leurs habitudes de vie : « *Les troupeaux d'animaux étaient conduits vers la frontière avec le Burkina Faso, maintenant, avec l'installation de l'insécurité dans cette zone, nous partons vers la localité de Kany-Bozon (cercle de Bankass dans la région de Mopti)* ».

Figure 14 : L'impact de l'insécurité sur l'économie et les personnes

**Q8.8. La situation sécuritaire a-t-elle eu un impact sur les activités économiques dans votre localité ?**  
**Q8.8.a Quelle est l'activité qui a été la plus touchée ?**  
**Q8.8.b Dans quel(s) domaine(s) exerçaient-ils alors ? (Plusieurs réponses possibles)**



#### Encadré 4 : Les conséquences de l'insécurité sur l'économie et les personnes

Au cours des différents groupes de discussions organisés, les participants ont confié leur difficulté à pratiquer le commerce et l'agriculture en raison de l'insécurité. **Les menaces proviennent aussi bien des forces de sécurité que des bandes armées irrégulières.**

« *Le conflit nous a créé des problèmes et des difficultés(...) Quant nous partons aux champs, nous sommes obligés de retourner tôt à la maison parce que vous pouvez être attaqués par les groupes armés ou des bandits. Nous ne pouvons plus voyager et faire nos activités de commerce entre les villages. Nous ne pouvons plus faire correctement et régulièrement nos cultures de champs et l'élevage de nos animaux* ». (Propos d'un jeune de la communauté rurale de Koubewel dans le cercle de Douentza, région de Mopti)

« *Mon mari est un revendeur de céréales sèches qui s'approvisionne dans les campagnes. Un jour, en partant à Niono pour son approvisionnement, il a été victime d'un braquage en cours de route par une bande armée qui lui a soutiré une somme de 2 millions. Il travaillait pour le compte d'un autre financier. Ce dernier le harcèle de payer son argent. Il risque la prison pour cet argent* ». (Propos d'une participante au focus groupe organisé à Bougoufié, région de Ségou).

« *Je suis un commerçant du bétail et je mène mes activités entre Douentza et Bamako (...). Je prends le même bus et j'ai tissé des liens d'amitié avec beaucoup de personnes. Un jour, j'ai quitté Douentza pour Mopti (...). Arrivé à la gare de Sevaré vers 15h, un militaire m'a arrêté en disant qu'on lui a envoyé une photo de moi et que je suis un djihadiste. Je lui ai demandé de me montrer la photo, mais il a refusé. Tout ce qu'il voulait, c'est de m'amener au camp de l'armée de terre pour m'exécuter. Le conducteur du bus et les bonnes volontés ont refusé qu'il m'amène et c'est comme ça que j'ai été sauvé. J'ai failli être tué à cause de ma peau blanche et mes origines peuhls. Grace à Dieu et aux bonnes volontés, j'ai été sauvé* ». (Propos d'un participant au focus groupe organisé dans le quartier Bamako-coura de Sevaré, région de Mopti).

### III. SECURITE

La sécurité est la thématique centrale et transversale de cette étude. Les perceptions sécuritaires influent sur la perception des modes de gouvernance et des modes de production économique existants. Les données récoltées et les discussions organisées dans les localités enquêtées montrent toutefois que la sécurité physique des communautés et des personnes interrogées est elle-même une source importante de préoccupation. Dans les semaines qui ont précédé et suivi l'enquête, de nombreuses attaques ont eu lieu contre des villages ou des cibles militaires au centre du Mali, soulignant encore l'extrême instabilité de la région.

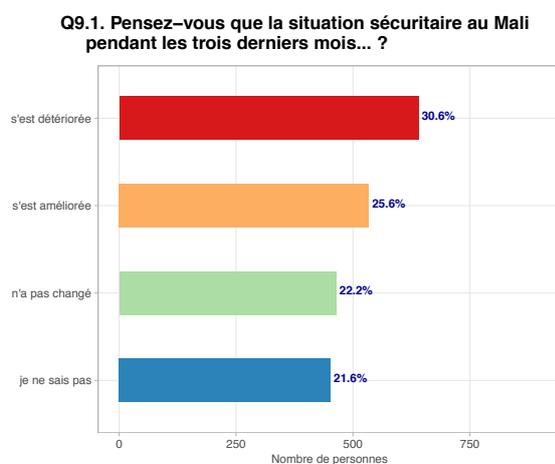
Les questions portant sur les perceptions de l'évolution de la sécuritaire au Mali, et dans les communautés concernées par l'étude, montrent le rôle de la communication et de la subjectivité dans l'interprétation de la situation sécuritaire. **Si les personnes interrogées pensent que la situation s'est largement détériorée au niveau national, elles sont plus enclines à rapporter une amélioration dans leur environnement immédiat.**

L'insécurité semble toutefois être une préoccupation majeure pour une grande partie des personnes. Une importante proportion d'entre elles déclare ainsi se sentir personnellement en danger (35 %). L'insécurité limite fortement les déplacements des populations – ce qui peut avoir des conséquences importantes sur leur accès aux services ou la conduite de leurs activités économiques (accès aux marchés, échanges de biens).

De même, les personnes interrogées présentent une vision négative de l'efficacité des acteurs institutionnels de la sécurité. Ils semblent se tourner davantage vers des **acteurs informels de sécurité, tels que les milices locales, davantage présentes au plan local et considérées comme plus efficaces que la police, l'armée ou la gendarmerie.** Cette tendance renforce encore les risques sécuritaires, en mettant en avant le peu de contrôle étatique sur les interventions sécuritaires et les risques d'abus.

#### 1. Perceptions des populations sur la situation sécuritaire

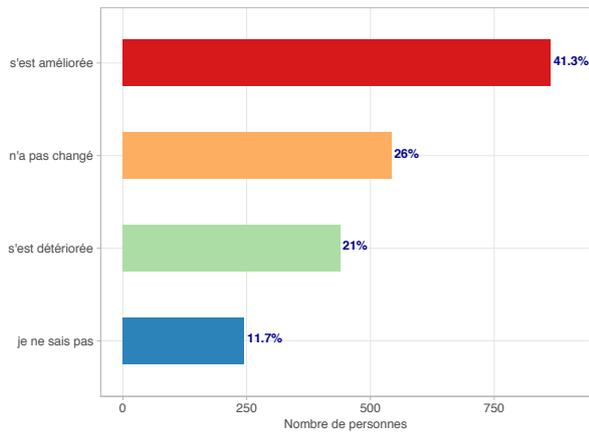
Figure 15 : Perceptions sur la situation sécuritaire aux niveaux national et locale



Les opinions des enquêtés sur la situation sécuritaire rendent bien compte de l'écart qui existe entre la perception et la réalité. Interrogés sur l'évolution de la situation sécuritaire au Mali au cours des trois derniers mois, environ 30% estiment qu'elle s'est détériorée contre 25% qui considèrent qu'elle s'est améliorée.

La même question, mais faisant référence cette fois à la situation sécuritaire dans leurs localités au cours des trois derniers mois, donne des résultats différents. En effet, environ 40% des répondants estiment qu'elle s'est améliorée tandis qu'environ 30% soutiennent que la situation n'a pas changé.

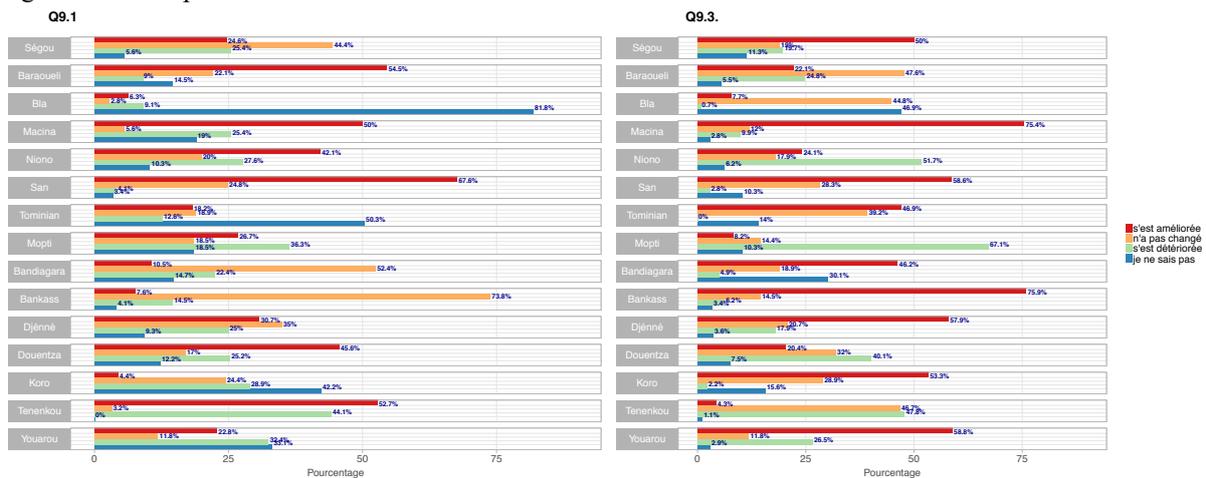
**Q9.3. Pensez-vous que la situation sécuritaire dans votre localité pendant les derniers trois mois... ?**



Des différences existent cependant suivant les cercles considérés : la situation sécuritaire nationale apparaît, par exemple, plus favorable aux populations de Mopti que la situation dans leur seule localité. Mais cette perception n'est pas générale. Dans le cercle de Bankass (région de Mopti), des participants au groupe de discussion organisé à Soubala ont fait état d'une situation générale d'insécurité, mais ne se sentent pas directement concernés par cet état. Un jeune participant a ainsi déclaré « *les villages où il y a des problèmes, ce sont les villages où les communautés Dogon et Peulh vivent ensemble. Chez nous ici il n'y pas de peulhs, il n'y a pas de problème...* ». D'autres

participants en revanche mettent en avant les risques d'extension des conflits aux zones jusque-là épargnées : « *Quand la case de ton voisin prend feu, tu ne peux pas être tranquille* ». La crainte est d'autant plus grande que les forces sécuritaires maliennes sont stationnées à Kolongon et Bankass et non dans le village Soubala.

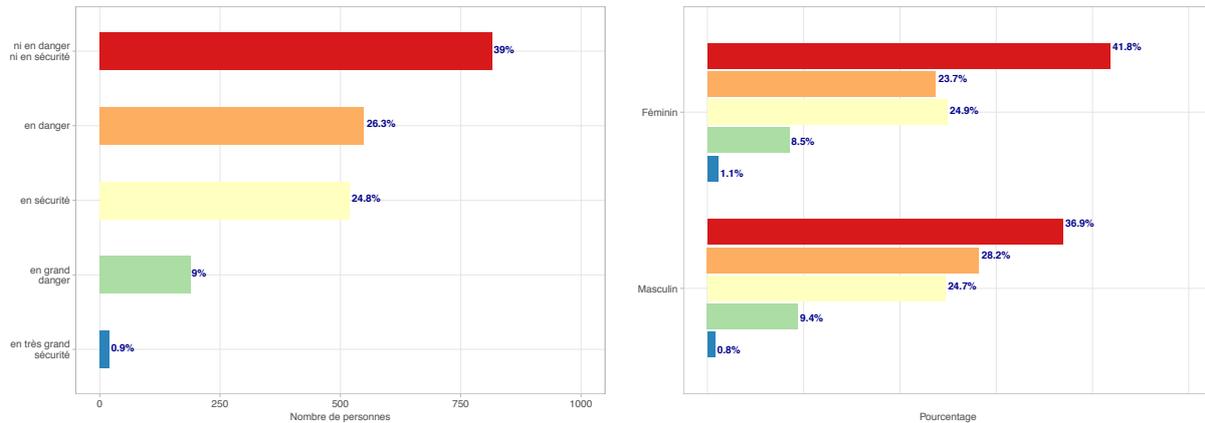
**Figure 16 : Perception sur la situation sécuritaire selon le cercle de résidence**



La perception de la sécurité est encore plus nuancée lorsque la question est rapportée à l'échelle des individus. Ainsi, 39% des personnes interrogées estiment qu'elles ne sont ni en sécurité ni en danger, 25% se sentent en sécurité, 26% se sentent en danger et 9% en grand danger. En agrégeant les deux catégories, il ressort que **35% des répondants se sentent en danger et que très peu d'entre eux estiment être en très grande sécurité.**

Figure 17 : Perception sur la situation sécuritaire à l'échelle des individus

Q9.7. Sur une échelle de 1 à 5, comment évaluez-vous votre situation sécuritaire actuelle ?



### Encadré 5 : L'omniprésence de l'insécurité

L'insécurité semble être une préoccupation majeure pour les populations de régions du centre du Mali. Les données des groupes de discussions ont montré que cette insécurité se manifeste sous plusieurs formes : conflits intercommunautaires, braquages et vols, menaces des milices et groupes d'autodéfense, viols, etc. L'insécurité a grandement affecté l'économie locale. En l'absence des forces de sécurité de l'Etat, les populations ont recours aux groupes d'autodéfense.

« Nous sommes vraiment inquiets de la situation qui prévaut entre les peulhs et les dozos. Nous ne pouvons pas nous rendre au-delà de 4 km du village. Quand vous voulez vous rendre à Douentza, vous êtes habités par la peur à l'aller comme au retour, puisque vous pouvez être attaqué à tout moment par des bandits ou des djihadistes. Nous demandons aux autorités de trouver une solution durable à ce conflit car nous sommes fatigués ». (Propos d'une personne âgée lors du focus groupe organisé dans le village de Tongo Togo dans le cercle de Douentza, région de Mopti)

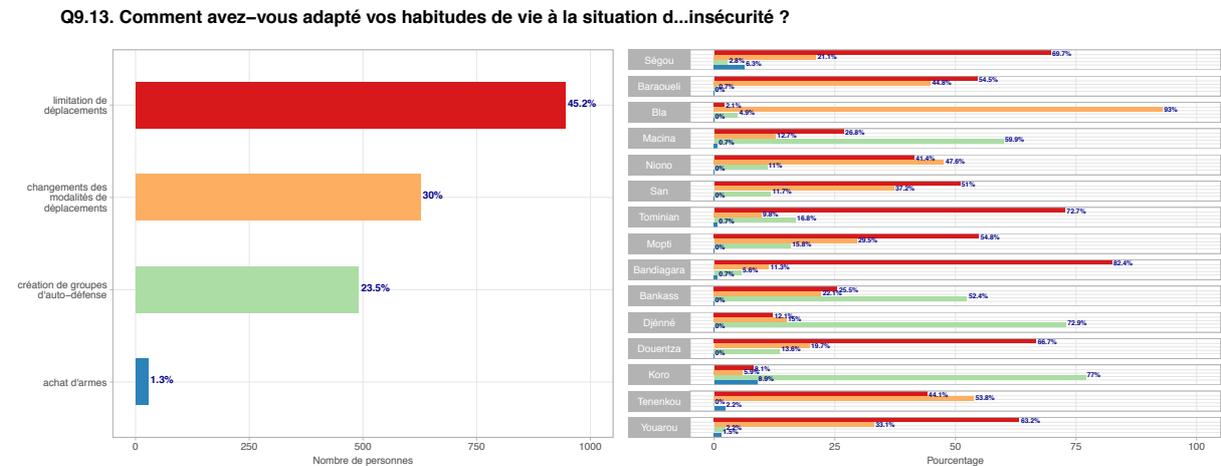
« Nous ne sommes ni en sécurité ni en danger. Nous avons un groupement des jeunes pour faire les patrouilles pendant la nuit. Ils font cela de la saison sèche jusqu'à l'approche de la saison des pluies. C'est juste pour protéger les biens de la population. » (Propos du chef de village de Sokoura dans le cercle de Tominian, région de Ségou)

Bien que la perception des populations sur la situation sécuritaire dépende de l'échelle où elles se situent et de la manière dont elles intègrent déjà ce danger dans leur vie quotidienne, le contraste existant entre les échelles nationale, locale et individuelle renseigne, quant à lui, sur la permanence de l'insécurité. Cela est d'autant plus vrai que, **face à la précarité de la situation sécuritaire, les populations des régions du centre du Mali ont adapté leurs habitudes.** Parmi les dispositions les plus couramment adoptées, la limitation des déplacements (45%), ou les changements des modalités de déplacement (30%) en contournant les zones à risque.

**La création de groupes d'auto-défense apparaît aussi comme une modalité importante à laquelle les populations ont recours** pour faire face à l'insécurité. 23% des répondants y ont recours, particulièrement dans les cercles de Koro, Djenné, mais aussi à Bankass (dans la région de Mopti) et dans le Macina (région de Ségou). Il ressort des différentes discussions organisées dans les localités que de plus en plus de jeunes se constituent en groupes de veille pour protéger leurs villages, particulièrement la nuit, contre d'éventuelles attaques. Dans le village de Missira Ko7 (cercle de Niono, région de Ségou), le secrétaire général de comité de gestion scolaire laisse entendre qu'« *actuellement la sécurité est assurée par les groupes d'auto-défense (dozo). Sinon les*

autres acteurs sécuritaires comme les eaux et forêts, la gendarmerie et la garde nationale ne sont pas présents dans la localité ».

Figure 18 : Attitude de la population face à la situation d'insécurité



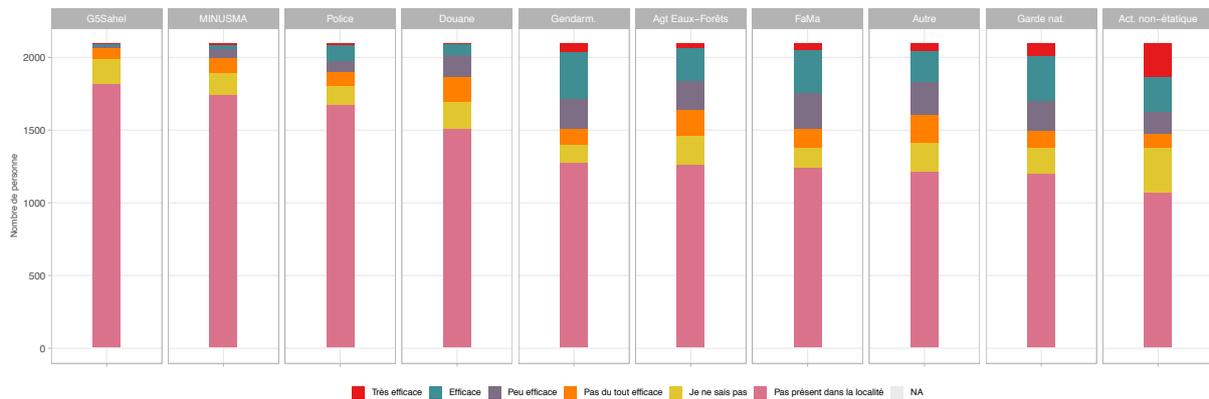
Depuis le début de la crise en 2012, le recul de l'État dans certaines parties du nord et du centre a créé un vide sécuritaire qui a poussé les populations à s'organiser, avec des conséquences très nettes en termes de légitimité pour les acteurs formels. Les propos d'un participant au focus groupe avec des jeunes de la communauté rurale de Koubewel Koudia dans le cercle de Douentza, (région de Mopti) témoigne de la perception d'impuissance de l'armée malienne : « Il n'y a plus de sécurité dans notre localité. Au début de la crise, les forces de défense et de sécurité venaient de temps en temps nous sécuriser. Elle avait laissé des numéros verts en cas de d'insécurité. Une fois, un village a été attaqué et l'armée Malienne est informée immédiatement, mais elle n'est pas venue ».

## 2. Perceptions sur les acteurs sécuritaires et leur degré d'efficacité

Les réponses des populations montrent que les acteurs de sécurité n'ont pas le même niveau de présence dans les régions du centre du Mali et ne jouissent pas de la même présomption d'efficacité. Les acteurs les moins présents sont les acteurs internationaux et sous-régionaux (G5 Sahel, MINUSMA), mais aussi la police et la douane. Parmi les acteurs qui ont un niveau de présence intermédiaire, on retrouve respectivement la gendarmerie, les agents des eaux et forêts et l'armée malienne. Ces acteurs sécuritaires sont moins présents au centre du Mali que les acteurs sécuritaires non-étatiques, tels que les milices armées et les groupes d'autodéfense. En outre, la perception du niveau d'efficacité de ces acteurs dépend fortement de leur statut. En effet, **les populations accordent une grande présomption d'efficacité aux acteurs sécuritaires non-étatiques. Les acteurs internationaux et sous-régionaux sont eux considérés comme étant les moins efficaces.**

Figure 19 : Perception sur l'efficacité des acteurs sécuritaires

Q9.6. Quelle est votre appréciation de l'efficacité des acteurs sécuritaires présents dans votre localité ?



Dans la mesure où les acteurs sécuritaires non-étatiques sont formés pour défendre la population donnée, la situation sécuritaire pourrait se compliquer davantage en l'absence de politique sécuritaire permettant à l'État de reprendre le contrôle sur l'usage légitime de la force. En d'autres termes, ces groupes d'autodéfense pourraient continuer à combler le vide créé par la faiblesse ou l'absence de l'autorité étatique, avec toutes les conséquences que cela implique en termes de confrontation entre différentes milices, d'exécutions extrajudiciaires, de promotions d'intérêts communautaires ou de mépris des droits humains.

**Encadré 6 : Perception sur l'efficacité des acteurs sécuritaires**

« En termes de la sécurité dans le village, c'est la Minusma qui vient en patrouille dans le village. L'armée malienne ne vient jamais pour sécuriser le village de Diondiori ». (Propos d'une participante au focus groupe avec le regroupement des Femmes de Diondiori, dans la communauté rurale de Socoura, Cercle de Mopti)

## Conclusion

Sur la base des enquêtes de perception et des groupes de discussion organisés dans les deux régions du centre du Mali, des thèmes de recherche spécifiques ont été adoptés pour faire l'objet (i) de deux études qualitatives et (ii) d'une annexe thématique quantitative lors de la prochaine phase des enquêtes.

Il a ainsi été entendu que les deux études universitaires porteraient sur :

**1. La production agricole au centre Mali :** L'agriculture est la principale activité au centre du Mali. Selon les enquêtes, elle mobilise plus de 70% de la population qui la pratique essentiellement pour des raisons de subsistance. Dans la mesure où cette activité est très fortement dépendante des eaux de pluie et des sources naturelles d'eau, les agriculteurs sont particulièrement vulnérable aux chocs et aux risques d'insécurité alimentaire. Bien qu'ils aient développé des capacités d'action pour faire face à ces risques, une recherche approfondie permettra de mieux comprendre les paramètres actuels du secteur dans les deux régions, de la production à la consommation en passant par la commercialisation.

Les régions du centre du Mali sont, en effet, caractérisées par la réduction des surfaces agricoles sous le double effet de la pression démographique et d'autres facteurs conjoncturels – notamment l'insécurité – qui empêchent l'optimisation du potentiel agricole. L'insécurité n'a pas seulement perturbé l'activité ; elle a aussi modifié les circuits de commercialisation des produits. Par ailleurs, dans la mesure où l'agriculture implique des enjeux liés à la maîtrise et au contrôle des espaces agricoles ou naturels, elle constitue un espace de conflits et de manifestation des rapports de pouvoir. Dans le cas de spécifique du centre du Mali, ces conflits peuvent être révélateurs des transformations dans le secteur agricole dans une zone de conflit, où les systèmes de subsistance coexistent et se superposent en fonction des saisons.

**2. Autorités traditionnelles et institutions coutumières au Centre Mali.** Des études conduites par SIPRI sur les autorités traditionnelles au Niger et au Tchad ont montré que ces dernières jouent un rôle de premier plan dans le règlement des conflits mineurs, particulièrement dans les zones où les services formels de justice sont peu ou pas représentés. Mais les résultats des récentes enquêtes d'opinion menées dans les deux régions du Centre ont révélé que les populations ont aussi recours à ces autorités en cas de crime grave. Ce résultat est d'autant plus surprenant qu'il interroge les fonctions de ces autorités, leur légitimité et leur acceptation locale. Une étude qualitative aiderait ainsi : (i) à mieux comprendre la perception que les autorités traditionnelles se font sur leurs attributions et rôles au sein de leurs communautés ; (ii) à mettre en lumière les relations entre ces autorités et les populations locales afin de mesurer le pouvoir et la légitimité dont elles se prévalent ; (iii) à discuter cette notion de légitimité en mettant l'accent sur les modalités d'accession ; (iv) à documenter les interactions entre ces autorités et les institutions/autorités publiques, particulièrement dans le contexte actuel marqué par un retrait de l'État ; (v) à analyser la façon dont l'insécurité a pu modifier l'exercice de l'autorité traditionnelle, voire entraîner l'apparition de nouveaux acteurs (les djihadistes en particulier) qui bouleversent les anciennes hiérarchies, notamment le pouvoir des nobilités Dioro dans la zone du Macina.

Outre ces deux études, une annexe thématique sera également jointe aux enquêtes de perception lors de la deuxième phase. Celle-ci portera sur :

**3. Besoins et attentes des jeunes des régions du centre du Mali.** L'échantillon des « Jeunes de moins de 35 ans » dans les enquêtes de perception a été relativement faible (23%). Or, le poids des jeunes au sein de la population des régions centre du Mali implique des défis importants en termes d'éducation, d'accès aux ressources et d'insertion socioprofessionnelle, d'accès aux moyens d'information et de communication, de réalisation des aspirations familiales et d'engagement citoyen. Une étude spécifique sur les jeunes permettra de documenter précisément le rôle que cette catégorie d'acteurs joue dans la situation locale et leur positionnement dans les dynamiques actuelles d'instabilité. Le questionnaire thématique couvrira plusieurs aspects : (i) les besoins prioritaires des jeunes ; (ii) leur situation économique ; (iii) leur rôle dans la gouvernance locale ; (iv) leurs perspectives.

## ANNEXE

### QUESTIONNAIRE THÉMATIQUE BESOINS ET ATTENTES DES JEUNES

QUESTIONNAIRE THEMATIQUE									
I – BESOINS DES JEUNES (35 ANS OU MOINS)									
1– Besoins prioritaires des jeunes									
<b>1.1</b>	A votre avis, quel sont les problèmes les plus importants auxquels votre village/quartier fait face ? (Pour chaque catégorie de problèmes, citer les deux les plus pressants)								
<b>1.1.1</b>	Problèmes économiques	<b>1</b> = Accès au foncier <b>3</b> = Pauvreté <b>5</b> = Accès aux Prêts / crédits		<b>2</b> = Chômage/Accès à l'emploi <b>4</b> = Impôts et taxes <b>6</b> = Autre _____		_____	_____		
<b>1.1.2</b>	Problèmes de gouvernance	<b>1</b> = Discrimination <b>3</b> = Absence de l'État <b>5</b> = Absence de services de base <b>7</b> = Autre _____		<b>2</b> = Corruption <b>4</b> = Exclusion sociale <b>6</b> = Accès à la justice		_____	_____		
<b>1.1.3</b>	Problèmes sécuritaires	<b>1</b> = Conflits entre communautés <b>3</b> = Présence des milices <b>5</b> = L'extrémisme violent <b>7</b> = Autre _____		<b>2</b> = Violence politique <b>4</b> = L'absence des forces de sécurité <b>6</b> = Crime impunie		_____	_____		
	Problèmes sociaux	<b>1</b> = Accès à un logement <b>3</b> = Accès aux soins de santé ou sportives <b>5</b> = Se marier/fonder un foyer		<b>2</b> = Accès à l'éducation/la formation <b>4</b> = Accès aux infrastructures culturelles <b>6</b> = Autre _____		_____	_____		
<b>1.2</b>	Dites si vous faites personnellement face à ces problèmes ? Lire les noms des problèmes suivants et leur intensité <b>1</b> = Pas un problème, <b>2</b> = Petit problème, <b>3</b> = neutre, <b>4</b> = Un problème, <b>5</b> = Un grand problème, <b>6</b> = Pas de réponse								
	<b>1.2.1</b>	Accès au foncier	_____	<b>1.2.2</b>	Chômage/Accès à l'emploi	_____	<b>1.2.3</b>	Accès aux Prêts / crédits	_____
	<b>1.2.4</b>	Accès à l'éducation/la formation	_____	<b>1.2.5</b>	Accès aux soins de santé	_____	<b>1.2.6</b>	Accès à l'éducation/la formation	_____

<b>1.2.7</b>	Exclusion sociale (marginalisation, discrimination sociale ou ségrégation)	_	<b>1.2.8</b>	Accès à la justice	_	<b>1.2.9</b>	Conflits entre communautés	_
--------------	--	---	--------------	--------------------	---	--------------	----------------------------	---

## 2 - Vie associative des jeunes

<b>2.1</b>	Voici une liste d'organisations ou de groupes auxquels les jeunes adhèrent ou participent. Pour chacun d'entre eux, pourriez-vous me dire si vous en êtes dirigeant, membre actif, simple adhérent ou non adhérent ?							
	Codes : <b>1</b> = Dirigeant, <b>0</b> = Membre actif, <b>2</b> = Simple adhérent, <b>3</b> = Non adhérent, <b>4</b> = Ne peut pas répondre							
<b>2.1.1</b>	Une association de développement	_	<b>2.1.2</b>	Un groupe religieux	_			
<b>2.1.3</b>	Une organisation sécuritaire locale (groupe d'auto-défense)	_	<b>2.1.4</b>	Une association culturelle et sportive	_			
<b>2.1.5</b>	Une organisation politique	_	<b>2.1.6</b>	Un comité de gestion local	_			

## II – ACCÈS A L'INFORMATION

### 3 – Sources d'information et leur degré de fiabilité

<b>3.1.</b>	Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ? Lire les noms des sources suivants et indiquer : <b>A.</b> L'utilisation de la source d'information : <b>1</b> = oui, <b>0</b> = non <b>B.</b> La fréquence de son utilisation : <b>1</b> = tous les jours, <b>2</b> = quelques fois par semaine, <b>3</b> = quelques fois par mois, <b>4</b> = Moins d'une fois par mois, <b>5</b> = Jamais, <b>9</b> = Ne sait pas <b>C.</b> Le niveau de fiabilité de chacune de ces sources d'information : <b>1</b> = Pas du tout fiable, <b>2</b> = peu fiable, <b>3</b> = fiable, <b>4</b> = assez fiable, <b>5</b> = très fiable, <b>9</b> = NSP							
<b>3.1.1</b>	Radio	A  _  B  _  C  _	<b>3.1.2.</b>	Télévision	A  _  B  _  C  _	<b>3.1.3</b>	Presse écrite	A  _  B  _  C  _
<b>4.1.4</b>	Les communiqués des autorités	A  _  B  _  C  _	<b>3.1.5</b>	Médias en ligne sur Internet	A  _  B  _  C  _	<b>3.1.6</b>	Réseaux sociaux sur internet (Facebook)	A  _  B  _  C  _
<b>3.1.7</b>	WhatsApp	A  _  B  _  C  _	<b>3.1.8</b>	Téléphone	A  _  B  _  C  _	<b>3.1.9</b>	Autre (à préciser) _____	A  _  B  _  C  _

## III – JEUNESSE ET GOUVERNANCE

### 4 – Recours en cas de problème

<b>4.1</b>	Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées ?							
	Codes : <b>0</b> = Jamais, <b>1</b> = Quelques fois, <b>2</b> = Neutre, <b>3</b> = Souvent, <b>4</b> = très souvent							
<b>4.1.A</b>	Un élu local (maire, conseiller municipal)	_	<b>4.1.B</b>	Un député à l'Assemblée nationale	_			
<b>4.1.C</b>	Un officiel du gouvernement	_	<b>4.1.D</b>	Un dirigeant de parti politique	_			
<b>4.1.E</b>	Un chef coutumier	_	<b>4.1.F</b>	Un chef religieux	_			
<b>4.1.G</b>	Un membre de la famille	_	<b>4.1.H</b>	Un chef de quartier/village	_			
<b>4.1.I</b>	Votre réseau d'amis	_	<b>4.1.J</b>	Autre (à préciser) _____	_			
<b>4.2.</b>	Qualifier la manière (bonne ou mauvaise) dont le Gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes ?							
	Codes : <b>1</b> = Très mal, <b>2</b> = Plutôt mal, <b>3</b> = Neutre, <b>4</b> = Plutôt bien, <b>5</b> = Très bien, <b>6</b> = Ne sais pas							

<b>4.2.A</b>	La promotion de l'agriculture et de l'élevage	__	<b>4.2.B</b>	Création d'emplois pour les jeunes	__
<b>4.2.C</b>	Réduction du fossé entre riches et pauvres	__	<b>4.2.D</b>	Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique	__
<b>4.2.E</b>	Amélioration des services de santé de base	__	<b>4.2.F</b>	Sécurité alimentaire	__
<b>4.2.G</b>	Satisfaction des besoins en éducation/formation	__	<b>4.2.H</b>	Réduction de la criminalité	__
<b>4.2.I</b>	Prévention de la violence entre groupes ethniques	__	<b>4.2.J</b>	Autre (à préciser) _____	__

<b>4.3</b>	Selon vous, la communauté devrait être guidée par les principes suivants ( <b>citez par ordre d'importance trois</b> )	<b>1</b> = le principe de la laïcité <b>2</b> = les principes de la religion <b>3</b> = les principes coutumiers <b>4</b> = la constitution du Mali <b>5</b> = des réunions publiques et le consensus <b>6</b> = Autre (à préciser) _____	<b>A.</b>  __  <b>B.</b>  __  <b>C.</b>  __
<b>4.4</b>	Selon vous, la communauté devrait être guidée par les acteurs suivants ( <b>citez par ordre d'importance trois</b> )	<b>1</b> = Les anciens du village/du quartier <b>2</b> = Les autorités coutumières <b>3</b> = les autorités religieuses <b>4</b> = les autorités élus <b>5</b> = Autre (à préciser) _____	<b>A.</b>  __  <b>B.</b>  __  <b>C.</b>  __

## IV – POUVOIR ECONOMIQUE

### 5 – Situation économique

<b>5.1</b>	Comment considérez-vous votre situation financière au cours des 2 dernières années ?				
<b>5.1.1</b>	Votre situation financière est stable	<b>1</b> = oui <b>0</b> = non <b>2</b> = je ne sais pas			__
<b>5.1.2</b>	Votre situation financière s'est améliorée	<b>1</b> = oui <b>0</b> = non <b>2</b> = je ne sais pas			__
<b>5.1.3</b>	Votre situation financière s'est détériorée	<b>1</b> = oui <b>0</b> = non <b>2</b> = je ne sais pas			__
<b>5.2</b>	Selon vous, quelles sont les raisons qui expliquent la détérioration de votre situation financière ?	<b>1</b> = Pas d'accès à la terre <b>3</b> = Raisons sécuritaires <b>5</b> = Raisons de santé <b>7</b> = Pas d'accès aux pâturages <b>9</b> = Agression sexuelle <b>10</b> = Autre _____	<b>2</b> = manque de moyens financiers <b>4</b> = climat (sécheresse, inondation...) <b>6</b> = manque de débouchés commerciaux <b>8</b> = pas de contrainte particulière	<b>A.</b>  __  <b>B.</b>  __	

### 5- Pouvoir économique et prise de décision

<b>5.2.</b>	Dans votre famille, qui a généralement le dernier mot dans les décisions suivantes : Lire les noms des services suivants et <b>1</b> = L'enquêté lui-même, <b>2</b> = Le père de famille, <b>3</b> = La mère de famille, <b>4</b> = L'aîné de la famille, <b>5</b> = Un autre membre de la famille				
<b>5.2.1</b>	Les achats de choses importantes pour le ménage ?	<b>A</b>  __	<b>5.2.2.</b>	Les achats pour les besoins quotidiens de la famille ?	<b>A</b>  __
<b>5.2.3</b>	Quelle nourriture sera préparée chaque jour dans le ménage ?	<b>A</b>  __	<b>5.2.4</b>	Vos propres soins de santé ?	<b>A</b>  __
<b>5.2.5</b>	Les études des enfants du foyer / La profession ou carrière professionnelle	<b>A</b>  __	<b>5.2.6</b>	Le vote	<b>A</b>  __
<b>5.2.7</b>	Le mariage des enfants		<b>5.2.8</b>		
<b>5.2.9</b>	Autre à préciser				
<b>5.3.</b>	Donnez votre degré d'accord avec les affirmations suivantes :				
<b>1</b> = Pas d'accord du tout, <b>2</b> = Pas d'accord, <b>3</b> = Ni d'accord, ni pas d'accord, <b>4</b> = D'accord, <b>5</b> = Tout à fait d'accord, <b>9</b> = Ne veut pas répondre					

<b>5.3.1</b>	Les jeunes du village/quartier sont majoritairement dépendants de leurs parents	A  __	<b>5.3.2.</b>	Un jeune du village/quartier ne peut pas se marier avec qui il/elle veut sans le consentement de ses parents	A  __	<b>5.3.3</b>	Les jeunes du village sont encouragés à s'expatrier pour aider les familles	A  __	
<b>5.3.4</b>	Les jeunes du village/quartier se sentent valorisés par les membres de votre localité.	A  __	<b>5.3.5</b>	Les jeunes participent aux rencontres pour décider du village/quartier	A  __	<b>5.3.6</b>	Les jeunes du village sont encouragés à jouer un rôle pour protéger la population contre la violence physique	A  __	
<b>5.3.7</b>	Les jeunes du village/quartier peuvent influencer les décisions sur la marche de leur communauté	A  __	<b>5.3.8</b>	Un jeune du village/quartier peut se présenter à un poste électif sans problème	A  __	<b>5.3.9</b>	Les personnes influentes du village (chefs traditionnels et religieux) écoutent les jeunes et les appuient	A  __	

### III – PERSPECTIVES POUR LES JEUNES

#### 6. – Perception de la situation actuelle

<b>6.1</b>	Personnellement, comment qualifieriez-vous votre situation actuelle et future ?		
<b>6.1.1</b>	Diriez-vous que votre situation actuelle est	<b>5=</b> Très bonne <b>4=</b> Assez bonne <b>3 =</b> Ni bonne ni mauvaise <b>2=</b> Assez mauvaise <b>1=</b> Très mauvaise <b>9 =</b> [NSP]	__
<b>6.1.2</b>	En comparant votre situation actuelle à celle des autres jeunes de votre village/quartier, diriez-vous qu'elle est... ?	<b>5=</b> Bien meilleure <b>4=</b> Plutôt meilleure <b>3=</b> A peu près identique <b>2=</b> Plutôt moins bonne <b>1=</b> Bien moins bonne <b>9=</b> [NSP]	__
<b>6.1.3</b>	Quand vous pensez à l'avenir, êtes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste... ?	<b>5=</b> Très optimiste <b>4=</b> Plutôt optimiste <b>3=</b> Ni optimiste, ni pessimiste <b>2=</b> Plutôt pessimiste <b>1=</b> Très pessimiste <b>9=</b> [NSP]	__

#### 7 – Anticipation de l'avenir

<b>7.1.</b>	Parmi les affirmations suivantes, précisez celles qui répondent à vos projets et donnez votre degré d'accord :							
	<b>1=</b> Pas d'accord du tout, <b>2=</b> Pas d'accord, <b>3=</b> Ni d'accord, ni pas d'accord, <b>4=</b> D'accord, <b>5=</b> Tout à fait d'accord, <b>9=</b> Ne veut pas répondre							
<b>7.1.1</b>	Je veux fonder une famille et élever mes enfants	A  __	<b>7.1.2.</b>	Je veux faire une formation et réussir sa carrière professionnelle	A  __	<b>7.1.3</b>	Je veux créer ma propre entreprise dans le village/quartier	A  __
<b>7.1.4</b>	Je veux rester dans le village/quartier et travailler avec les organisations communautaires de base	A  __	<b>7.1.5</b>	Je veux m'engager en politique et être un élu local	A  __	<b>7.1.6</b>	Je veux avoir des terres et m'investir dans l'agriculture	A  __
<b>7.1.7</b>	Je veux avoir un troupeau et m'investir dans l'élevage	A  __	<b>7.1.8</b>	Je veux quitter le village/quartier et tenter la migration vers l'étranger	A  __	<b>7.1.9</b>	Je veux m'investir activement dans la sécurité de ma communauté	A  __
	Je veux m'investir activement dans la sécurité de mon pays	A  __		Je ne vois aucune alternative.	A  __		Autre (à préciser) _____	A  __